



Politique agricole 22+: le projet du Conseil fédéral manque d'ambition

La proposition du Conseil fédéral pour développer la politique agricole, soit la politique agricole 22+, va dans la bonne direction mais manque toutefois clairement d'ambition. Dans sa réponse à la consultation, economiesuisse émet des doutes sur le fait que ce projet puisse réellement améliorer la compétitivité du secteur agricole.

La faîtière de l'économie, economiesuisse, publie sa réponse à la consultation sur la politique agricole 22+ (PA 22+). Elle soutient le mandat constitutionnel en matière d'agriculture et aspire à un secteur agricole qui produise des denrées alimentaires pour le marché et réponde aux divers mandats de la société.

Désenchevêtrer un système de soutien complexe

economiesuisse salue l'orientation générale de la PA22+. Cela dit, les mesures proposées manquent d'ambition. Elles ne produiront guère d'effet, que ce soit du côté du système de soutien actuel ou de celui des protections aux frontières, par ailleurs inefficaces. economiesuisse préconise d'introduire une orientation sur le marché rigoureuse et de renforcer la compétitivité du secteur et juge aussi indispensable de désenchevêtrer le système complexe des soutiens agricoles.

Prendre en considération des aspects internationaux

economiesuisse prend note de la volonté politique de faire avancer le projet PA22+, sans tenir compte des relations commerciales internationales. Or si nous souhaitons garantir la viabilité du secteur agricole en Suisse, nous ne pouvons

ignorer la perspective internationale. Sachant que la Suisse exporte 40% environ de sa création de valeur brute, le développement de l'accès aux marchés internationaux est indispensable pour les entreprises exportatrices. Une ouverture au moins partielle du marché agricole sera inévitable.

Discuter après la conclusion d'un accord de ses conséquences sur l'agriculture et d'éventuelles adaptations de la politique agricole placerait la recherche de solutions sous une pression inutile. Economiesuisse demande donc que les débats démarrent dès aujourd'hui parallèlement à la politique agricole 22+. En effet, **une politique agricole peut permettre la conclusion d'accords de libre-échange tout en offrant des perspectives valables aux paysans, ce n'est pas antinomique**. Cela ressort notamment de l'étude de MM. Chavaz et Pidoux, experts agricoles.

La politique agricole expliquée en dix points

Lors de l'élaboration de sa position sur la PA 22+, Economiesuisse a fait le point sur la politique agricole actuelle. Les conclusions ont été réunies dans un dossier politique que nous publions aujourd'hui. En dix points, celui-ci passe en revue les pierres angulaires de la politique agricole: la structure du secteur primaire, les paiements directs et les subventions, les droits de douane sur les produits agricoles et autres mesures de protection des frontières ainsi qu'une comparaison avec les pratiques d'autres pays.

[Lire le dossier politique](#)